

# Penser « l'entre »

Décarboner est devenu le nouveau mot d'ordre. La crise écologique ne se résume pas à la crise climatique. Pas plus qu'elle ne peut être disjointe d'une crise sociale. Concevoir l'« entre » de ces crises, c'est se donner la possibilité de penser la crise de notre modèle socioéconomique.

---

**Fiona Ottaviani est docteure en économie, professeure associée au sein de la chaire Paix économique.**

**S**elon différents auteurs – la philosophe française Catherine Larrère, la chercheuse anglaise Elke Pirgmaier du Sustainability Research Institute, ou encore la sociologue allemande Maria Mies, par exemple – le système capitaliste se caractérise par un double rapport de domination. Un rapport de domination des êtres humains les uns sur les autres, comme en témoignent les inégalités persistantes mises au jour par l'institut Oxfam (2020, 2021). Mais aussi un rapport de domination des êtres humains sur la nature, conduisant à sa surexploitation et à de multiples dérèglements écologiques.

Les travaux du Stockholm Resilience Center ont introduit en 2009 le concept de « frontières planétaires » pour définir les limites environnementales dans lesquelles l'humanité peut vivre en toute sécurité. Les résultats de leur recherche montrent que quatre des limites planétaires essentielles à la stabilité du système terrestre sont désormais dépassées : le niveau d'émission de CO<sub>2</sub>, le taux d'extinction des espèces, les niveaux d'azote et de phosphore contenus dans le sol et le taux de déforestation ont aujourd'hui atteint des valeurs critiques. Or, l'atteinte d'une valeur critique sur une des frontières planétaires a des incidences en chaîne sur les autres frontières planétaires.

Répondre à un seul symptôme de la crise ne suffit pas. Ainsi, se focaliser uniquement sur la décarbonation, c'est oublier, comme le rappelle Harribey dans son livre *Le trou noir du capitalisme*, l'existence de facteurs limitants : « un seul élément manquant dans un processus productif empêche celui-ci d'aboutir ». Si la biodiversité est perdue, le système terrestre est menacé, quelles que soient les autres avancées socioécologiques. On ne peut pas compenser l'eau, l'air, la santé, etc. par du capital économique ou social. Un proverbe attribué à Alanis Obomsawin, artiste d'origine abénaquise, résume ces limites : « Lorsque le dernier arbre aura été coupé, le dernier poisson pêché et la dernière rivière

polluée ; quand respirer l'air sera écœurant, vous vous rendrez compte, trop tard, que la richesse n'est pas dans les comptes bancaires et que vous ne pouvez pas manger de l'argent. » Il s'agit alors non pas de renoncer à une bonne vie, mais de renoncer à une fausse conception de la richesse basée sur une vision guerrière de l'économie, destructrice de la nature, et déconnectée des besoins humains.

### **La paix économique pour desserrer l'évidence**

La paix économique est, dès son origine, une pensée de « l'entre » selon le terme du sinologue François Jullien, c'est-à-dire une pensée qui vise à desserrer l'évidence des rapports que nous entretenons avec nous-mêmes, avec les autres, avec la société et avec la nature. C'est une pensée qui permet d'entrer dans l'antre de l'économie guerrière – pour mieux la mettre à distance.

Dans cet antre, se cache la question de la désutilité sociale de nos activités. Quels sont nos besoins en tant qu'être humain ? Quelles activités devons-nous continuer, lesquelles arrêter ? Ce sont des questions politiques, sur lesquelles on ne peut faire l'impasse. Comment collectivement orienter l'économie vers des activités qui répondent à nos besoins ?

### **Penser l'entre : à la recherche de synergies**

L'éclairage est souvent mis dans les analyses de la transition socioécologique sur les aspirations du consommateur. Reposer différemment la question de la satisfaction des besoins est essentiel pour penser des stratégies économiques en direction de la paix économique.



Les travaux de l'économiste chilien Max-Neef, qui a inspiré la communication non violente, permettent d'interroger le type de réponses apportées au besoin. Contrairement à ce que postule la théorie néolibérale, Max-Neef considère que les besoins humains ne sont pas illimités. En se basant sur des études interculturelles, il dresse une liste de neuf besoins fondamentaux non hiérarchisés et non substituables entre eux, entre lesquels existe une relation systématique : la subsistance, la protection/la sécurité, l'affection, l'éducation, la participation, l'oisiveté, la création, l'identité et la liberté. Il y a des invariants fondamentaux dans les besoins humains, mais une pluralité de pratiques, liées à la culture, pour satisfaire ces besoins. Chez Max-Neef, il n'y a pas une correspondance terme à terme entre un besoin et un facteur de satisfaction : un facteur de satisfaction peut répondre à plusieurs besoins, et un besoin peut être comblé de différentes manières.

### **Les effets d'une réponse à nos besoins**

La réponse au besoin n'est pas un processus binaire. Il s'agit d'appréhender les effets d'une réponse à un besoin sur l'ensemble des autres besoins. À cette fin, Max-Neef distingue cinq types de réponses :

- 1) La réponse destructive répond à un besoin, mais diminue la satisfaction d'autres besoins. Pensons ici à la concurrence dans l'usage des terres entre biocarburants et alimentation vivrière.
- 2) La pseudo-réponse soulage le besoin mais ne le satisfait pas vraiment, en tout cas pas de manière durable. C'est le cas de la climatisation, censée nous rafraîchir mais qui participe au réchauffement climatique.
- 3) La réponse inhibitrice satisfait un besoin mais en inhibe d'autres. C'est une question récurrente dans la concurrence entre temps de travail et temps de loisir ;

4) La réponse univoque ne satisfait qu'un seul besoin. C'est le cas des chèques alimentaires pour les plus démunis ;

5) La réponse synergique : elle intervient sur plusieurs éléments du système. Songeons ici au jardinage qui répond à un besoin alimentaire et à un besoin de loisir.

Cette classification des réponses est associée à une révision de la notion d'efficacité : celle-ci n'est pas orientée vers la maximisation de la productivité ou des profits, mais concerne l'utilisation optimale des moyens afin de satisfaire les besoins. On voit bien dès lors que la réponse de type synergique est à privilégier, permettant à moindre effort et coût d'obtenir de meilleurs résultats dans la satisfaction des besoins. Les travaux de Max-Neef montrent que posséder davantage de biens ne s'accompagne pas forcément d'une amélioration de la satisfaction des besoins, c'est notamment le cas si les biens achetés sont peu satisfaisants, générant de ce fait une quantité croissante d'achats. Il est donc important de se soucier de la qualité de cette offre, notamment d'un point de vue institutionnel : il ne s'agit pas de savoir simplement si un besoin est satisfait, mais de voir si celui-ci l'est correctement.

### **Concevoir des réponses synergiques**

Les réponses apportées au besoin sont rarement synergiques. Elles peuvent parfois répondre sur un plan, mais en inhibant la réponse apportée sur d'autres. Pour illustrer, on peut prendre l'exemple des travaux de Scott (dans son livre *Homo Domesticus*), qui montre que les chasseurs-cueilleurs ont payé au prix de leur liberté et de leur santé le passage à l'agriculture. Scott explique que cette nouvelle forme de réponse au besoin de subsistance s'est traduite in fine par un contrôle croissant de la production par l'État conduisant à une perte d'autonomie des personnes, mais aussi par une dégradation de la qualité nutritionnelle des repas en

## Lorsque le dernier arbre aura été coupé, quand respirer l'air sera écœurant, vous vous rendrez compte que vous ne pouvez pas manger de l'argent

raison de l'imposition d'un certain type de culture. Ainsi, cette stratégie s'est révélée délétère dès lors qu'elle est devenue la stratégie principale de réponse au besoin alimentaire, et que l'État est devenu l'institution encadrant ces pratiques. Une stratégie de réponse n'est pas problématique en soi. Pour jauger de l'effet d'une stratégie, deux questions méritent d'être posées.

La première question porte sur la pluralité des réponses pouvant être apportées au besoin : existe-t-il une seule forme de réponse ou une multitude ? Le propre du « monopole radical », terme emprunté à Ivan Illich, est d'offrir une seule voie possible de réponse à un besoin. C'est par exemple le cas en termes de mobilité sur certains territoires : l'infrastructure existante offre comme seule possibilité pour accéder à certains espaces l'usage de la voiture. Le développement d'autres infrastructures réintroduit la possibilité d'un choix dans les modes de déplacement. L'impossibilité de réparer par soi-même des objets (liée à l'obsolescence programmée) est une autre forme d'un tel monopole. À l'inverse, les pratiques de bricolage, les espaces de *makers* (où l'on apprend par la pratique), ou la conception d'objets démontables et de pièces de rechange constituent les leviers de la réintroduction d'une forme de liberté de choix dans les usages.

Une deuxième question essentielle concerne le temps consacré à la production de certains biens ou services : quel est l'effort déployé pour

satisfaire les besoins, et est-ce que l'on considère que ces efforts valent la peine ? Tout comme la nature ne jouit pas de ressources infinies, l'être humain dispose en quantité limitée de sa principale ressource pour s'épanouir, le temps. En étudiant l'économie paysanne russe, l'économiste Alexander Chayanov a montré que, contrairement à une logique de maximisation de la production ou du profit, le niveau de la production des foyers agricoles se définissait dans une discussion au sein de l'entité productive, pour trouver un équilibre entre la dépense de travail et la satisfaction des besoins ainsi pourvus. Plus récemment, l'anthropologue américain David Graeber a mis au jour l'existence de « *bullshit jobs* », autrement dit de boulots considérés comme inutiles voire nuisibles socialement par les personnes les exerçant. Cette absurdité dans l'organisation de notre système productif conduit à gaspiller ce qu'il y a de plus précieux : le temps des personnes d'un côté, et les ressources naturelles existantes de l'autre.

Or, cela n'est pas une fatalité. Des dispositifs et des outils existent pour interroger collectivement ce qui compte. Par exemple, la matrice du développement humain de Max-Neef a été utilisée sur de nombreux territoires par le biais des ateliers participatifs. Elle a été utilisée à Leida en Espagne, dans la province du Brabant-Wallon en Belgique, à Oslo en Finlande ou encore au Pérou, pour identifier, à différentes échelles (dans une organisation, sur une commune, etc.), ce qui fait sens et compte pour les citoyens, et ce qui est nuisible et superflu. Elle pourrait également aider des coopérations territoriales qui s'interrogent sur les synergies pertinentes en termes de réponse aux besoins, afin d'alimenter la construction de filières ou la mise en commun de ressources (local, outils, etc.).

